

Exemples de clauses types à intégrer dans la convention attributive de subvention FEDER
--

La présente annexe 2 a pour objectif de présenter des exemples de clauses types à intégrer dans la convention attributive de subvention FEDER pour se conformer à la réglementation des aides d'Etat sous forme de compensation de service public émanant de la décision SIEG du 20 décembre 2011.

Les articles les plus concernés par cet ajustement sont les suivants :

Article « ... » : OBJET DE LA CONVENTION

« Dans le cadre de cette opération, le bénéficiaire est chargé de la gestion du service d'intérêt économique général au sens de l'article 106, paragraphe 2 du Traité. Ce bénéficiaire est chargé de la gestion du SIEG du logement social par mandat précisant les obligations de service public et les paramètres de calcul des compensations octroyées dans le cadre d'une compétence territoriale d'intervention.

La subvention FEDER permet de cofinancer des dépenses d'investissement en rénovation de logement nécessaires à l'exécution du service économique d'intérêt général du logement social conformément à la décision 2011/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011.

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrits dans les annexes techniques et financières accompagnant la convention qui constituent des pièces contractuelles.

Le bénéficiaire de la subvention européenne s'engage à mettre en œuvre les actions de l'opération conformément aux annexes techniques et financières, qui comportent des obligations de service public conformément aux dispositions du mandat mais aussi l'ensemble des compensations et les paramètres de calcul de la subvention.

ARTICLE « ... » : MONTANT DE L'AIDE FINANCIERE

« Le montant de l'aide financière tient compte du plan de financement initial présenté dans l'annexe financière de la convention, qui identifie l'ensemble des compensations de service public, et des informations présentées dans l'annexe relative à l'absence de surcompensation conformément aux dispositions de la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 sur les SIEG ».

ARTICLE « ... » : MODALITES DE PAIEMENT

Le bénéficiaire s'engage à produire au service instructeur l'annexe relative au « Tableau de vérification de l'absence de surcompensation » à l'instruction et au paiement du solde, et à réactualiser les informations à la clôture du programme. Afin de vérifier la fiabilité des données financières contenues dans cette annexe, le bénéficiaire s'engage à transmettre au service instructeur toutes les pièces justificatives requises (ex : convention APL, acte de dégrèvement TFPB, offre et contrat de prêt, certificat d'économie d'énergie le cas échéant, contrat de cession du CEE le cas échéant, délibération de la collectivité locale, convention entre la collectivité locale et le bénéficiaire) ».

ARTICLE « ... » : CONTROLE

« Le service instructeur vérifie au moment de l'instruction et au paiement du solde, au moyen de l'annexe permettant de vérifier l'absence de surcompensation, que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service d'intérêt économique général.

Le contrôle se réalise sur la base d'une analyse financière de tout projet d'investissement porté par le bénéficiaire et s'appuie sur des pièces justificatives.

Cette analyse financière prend en compte :

- le total des subventions et financements publics reçus ou attendus,*
- le total des coûts engagés par le bénéficiaire,*
- le montant des recettes (loyers, redevances le cas échéant, etc...),*
- l'estimation d'un bénéfice raisonnable ».*

Le bénéficiaire s'engage à présenter lors de tout contrôle toutes pièces justificatives nécessaires à la vérification des règles sur les SIEG.

ARTICLE « ... » : CONSERVATION DES DOCUMENTS, ARCHIVAGE

Les pièces du dossier FEDER doivent être archivées et conservées dans un lieu unique trois ans après le paiement du solde de la Commission européenne, ou à titre prévisionnel le 31/12/2021.

Les pièces relatives à la réglementation des aides d'Etat sous forme de compensation de service public (ex : mandat, tableau de vérification), doivent être conservées pendant 10 ans à compter de la date d'octroi de l'aide.

ARTICLE « ... » : REVERSEMENT ET RESILIATION

« L'autorité de gestion (ou l'organisme intermédiaire le cas échéant) peut également exiger le remboursement de la subvention européenne en cas de surcompensation (sauf application de l'article 6 de la décision SIEG du 20 décembre 2011) ou lorsque le bénéficiaire refuse de transmettre au service instructeur, dans les délais requis,

l'annexe permettant de vérifier l'absence de surcompensation et les pièces justificatives requises. ».

ARTICLE « ... » : PUBLICITE ET RESPECT DES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES

« Le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques communautaires, notamment les règles de concurrence (aide d'Etat et réglementation sur les SIEG le cas échéant) et de passation des marchés publics, la protection de l'environnement, l'égalité des chances entre hommes et femmes ».